

PRÉFECTURE DE LA CHARENTE

ARRÊTÉ

approuvant la modification du Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI)  
de la vallée de la Vienne

Le préfet de la Charente,  
Chevalier de la légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du mérite,

Vu le code de l'environnement et notamment son article L 562-8,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu l'ordonnance 2000-914 du 18 septembre 2000, relative à la partie législative du code de l'environnement,

Vu la loi n°87-565 du 22 juillet 1987 modifiée, relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs,

Vu la loi n°92-3 sur l'eau, du 3 janvier 1992, modifiée,

Vu le décret n°95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles, modifié,

Vu la circulaire du 24 janvier 1994 relative à la prévention des inondations et la gestion des zones inondables,

Vu la circulaire du 24 avril 1996 relative aux dispositions applicables au bâti et ouvrages existants en zones inondables,

Vu l'arrêté préfectoral du 29 août 2003 approuvant le plan de prévention du risque d'inondation de la vallée de la Vienne, sur le territoire des communes d'Abzac, Ansac sur Vienne, Chabanais, Chassenon, Chirac, Confolens, Esse, Étagnac, Exideuil sur Vienne, Lessac, Manot, Saint Germain de Confolens et Saint Maurice des Lions

Vu l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2005, prescrivant l'enquête publique préalable à la modification du PPRI susvisé,

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes concernées,

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

## ARRÊTE

Article 1<sup>er</sup> : La modification du plan de prévention du risque d'inondation de la vallée de la Vienne est approuvée.

Article 2 : Le périmètre du PPRI de la vallée de la Vienne, est constitué du territoire des communes d'Abzac, Ansac sur Vienne, Chabanais, Chassenon, Chirac, Confolens, Esse, Étagnac, Exideuil sur Vienne, Lessac, Manot, Saint Germain de Confolens et Saint Maurice des Lions.

Article 3 : Les documents relatifs à cette modification, rendus ainsi opposables sont tenus à la disposition du public dans les mairies concernées, à la sous-préfecture de Confolens, à la direction départementale de l'équipement, service de l'urbanisme et de l'habitat et à la préfecture de la Charente, bureau de l'urbanisme et de l'environnement.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Mention en sera également faite dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Une copie sera affichée, dans les mairies citées à l'article 2, pendant une durée minimum d'un mois.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois, à compter de sa notification ou publication :

soit d'un recours administratif (gracieux devant le préfet ou hiérarchique devant le ministre concerné)

soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers.

Le recours contentieux peut être précédé d'un seul recours administratif et n'a pas d'effet suspensif.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, la sous préfète de Confolens, les maires des communes d'Abzac, Ansac sur Vienne, Chabanais, Chassenon, Chirac, Confolens, Esse, Étagnac, Exideuil sur Vienne, Lessac, Manot, Saint Germain de Confolens et Saint Maurice des Lions ainsi que le directeur départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Angoulême, le 12 MAI 2005

Le préfet,



Hugues Bousiges

PREFECTURE DE LA CHARENTE

ARRÊTÉ

approuvant le plan de prévention du risque inondation (PPRI)  
de la vallée de la Vienne

Le préfet de la Charente,  
Chevalier de la légion d'honneur,  
Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son article L 562-8,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, articles R 11-4 à R 11-14,

Vu l'ordonnance 2000-914 du 18 septembre 2000, relative à la partie législative du code de l'environnement, notamment l'article 5-I 24°, 30° et 38°,

Vu la loi n°87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs, modifiée,

Vu la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, modifiée,

Vu la loi n°95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement, modifiée,

Vu le décret n°95-689 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

Vu la circulaire du 24 janvier 1994 relative à la prévention des inondations et la gestion des zones inondables,

Vu la circulaire du 24 avril 1996 relative aux dispositions applicables au bâti et ouvrages existants en zones inondables,

Vu l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2000, prescrivant l'établissement d'un plan de prévention du risque inondation de la vallée de la Vienne, sur le territoire des communes d'Étagnac, Chassenon, Chabanais, Exideuil sur Vienne, Chirac, Manot, Saint Maurice des Lions, Ansac sur Vienne, Confolens, Esse, Saint Germain de Confolens, Lessac et Abzac ,

Vu l'arrêté préfectoral du 10 avril 2003 prescrivant la mise à enquête publique du PPRI susvisé,

Vu l'avis des conseils municipaux des communes de Chassenon, Chabanais, Confolens, Chirac et Ansac sur Vienne,

Vu l'avis de M. le sous-préfet de Confolens en date du 23 juillet 2003,

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 3 juillet 2003,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

## ARRÊTE

ARTICLE 1 : Le plan de prévention du risque inondation de la vallée de la Vienne est approuvé.

ARTICLE 2 : Le périmètre du PPRI de la vallée de la Vienne est constitué du territoire des communes d'Étagnac, Chassenon, Chabanaïs, Exideuil sur Vienne, Chirac, Manot, Saint Maurice des Lions, Ansac sur Vienne, Confolens, Esse, Saint Germain de Confolens, Lessac et Abzac .

ARTICLE 3 : Ce plan de prévention du risque inondation vaut servitude d'utilité publique et doit être annexé aux plans d'occupation des sols (ou plan local d'urbanisme), conformément aux dispositions de l'article R 126-1 du code de l'urbanisme, (article 40-4 de la loi n°87-565 du 22 juillet 1987, modifiée).

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Mention en sera également faite dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département, à savoir « La Charente Libre » et « Sud-Ouest ».

En outre, une ampliation sera affichée dans les mairies des communes citées à l'article 2, pendant une durée minimum d'un mois.

ARTICLE 5 : Les documents relatifs aux prescriptions rendues ainsi opposables sont tenus à la disposition du public en mairies, à la sous-préfecture de Confolens, à la préfecture (bureau de l'urbanisme et de l'environnement) et à la direction départementale de l'équipement (service de l'urbanisme et de l'habitat).

ARTICLE 6 : La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois, à compter de sa publication :

soit d'un recours administratif (gracieux devant le préfet ou hiérarchique devant le ministre concerné)

soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers.

Le recours contentieux peut être précédé d'un seul recours administratif et n'a pas d'effet suspensif.

ARTICLE 7 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Confolens, les maires des communes d'Étagnac, Chassenon, Chabanaïs, Exideuil sur Vienne, Chirac, Manot, Saint Maurice des Lions, Ansac sur Vienne, Confolens, Esse, Saint Germain de Confolens, Lessac et Abzac et le directeur départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Angoulême, le 29 août 2003

Le préfet,

signé

Jacques Gérault

Pour ampliation,  
Le chef de bureau délégué,

  
André Crétois